

Selon un juge italien, les amendes de confinement seraient illégales

écrit par Gigoblu | 5 août 2020



“État d’urgence illégitime”: annulation des amendes de confinement

Le juge de paix de Frosinone, Emilio Manganiello, a annulé la sanction d’un père et d’une fille expliquant que les interdictions ne pouvaient être émises que pour des catastrophes naturelles ou des événements liés à l’activité humaine.

[Gabriele Laganà](#) -mar, 04/08/2020 – 10:46

De Frosinone vient des nouvelles qui plairont à tous les Italiens condamnés à une amende pendant la période de confinement. Des peines élevées pour des raisons liées à l’épidémie de Covid-19 sont illégitimes.

Pour l’établir, avec une sentence qui va certainement susciter la discussion, le **juge de paix** du tribunal de Frosinone, Emilio Manganiello a annulé la sanction de 400 euros par personne infligée à un père et sa fille, coincés à

l'extérieur du domicile alors qu'ils se dirigeaient vers le faire. alimentation en eau d'une petite fontaine.

Mais ce n'est pas seulement la décision d'annuler les sanctions qui fait sensation. L'arrêt 516/2020, en fait, dit aussi des choses plus importantes qui affectent le Premier ministre Conte. Selon le juge, il ne s'agit pas de l' **illégitimité** constitutionnelle du dpcm de Giuseppi mais plutôt de **l'illégitimité même de l'état d'urgence** qui "*peut être déclaré lors de la survenance ou de l'imminence de catastrophes naturelles ou d'événements liés à l'activité humaine en Italie. Catastrophes naturelles et les événements liés à l'activité humaine en Italie n'ont rien à voir avec une pandémie mondiale et surtout avec des urgences sanitaires* ". Une phrase qui pourrait contraindre le gouvernement à revoir certains passages du décret d'urgence en vue, en espérant que cela ne se produira pas, d'une autre situation critique.

.

Ora saranno gli esperti a spiegare se questa sentenza sta in piedi. Il giudice di Frosinone si occupava di un caso specifico, decidendo sul ricorso presentato da un cittadino sanzionato per il mancato rispetto del coprifuoco. Se la sentenza farà giurisprudenza significherebbe che per mesi gli italiani sono stati chiusi in casa, controllati e multati in modo illegittimo.

.

En d'autres termes, cela signifierait que nos libertés garanties par la Constitution peuvent avoir été révoquées en dehors des règles. De plus, les Italiens se souviennent des contrôles de fer par la police: parmi ces cas les plus frappants, pour n'en citer que quelques-uns, celui de l'hélicoptère survolant **Palerme** , qui a permis de découvrir de nombreuses personnes qui s'apprêtaient à déjeuner sur le

toits des bâtiments , et quoi, comme dans les films d'action, a atterri sur la plage de Salerne où il y avait des enfants qui ont simplement pris un bain de soleil alors qu'il n'y avait rien autour.

Cela se passait en Italie alors que quelqu'un, à gauche, accuse le Premier ministre **Orban** d'avoir fait de la Hongrie une sorte de nouvelle dictature parce que le Parlement magyare avait approuvé une loi qui lui conférait des pouvoirs spéciaux (situation qui est ensuite revenue à la "normale" pendant environ un mois. alors que dans notre pays l'état d'urgence a été prolongé) pour faire face à la situation sanitaire difficile.

Pendant ce temps, ceux qui ont eu des sanctions pendant le lock-out attendent de comprendre si la sentence du juge de paix de Frosinone fera jurisprudence. Ce serait une victoire pour des milliers d'Italiens qui, de cette manière, économiseraient également beaucoup d'argent, une perspective intéressante compte tenu de la crise économique, et une défaite sensationnelle pour Conte qui, dans les mois sombres de mars et avril, est entré, par la télévision, Internet, les journaux. et la radio, dans les maisons de citoyens effrayés, annonçant décret sur décret qui, bien que faite pour contenir l'épidémie, limite la liberté et la vie quotidienne normale.